



N°8

novembre 2004

# Vigilance

## Info

Bulletin de Justice & Libertés, Comité de vigilance contre l'extrême droite

### Sommaire

Suisse : la droite xénophobe donne le ton.....	p.1
Menaces intégristes.....	p. 2
L'extrême droite aux élections sénatoriales.....	p.2
Patrick Binder condamné en première instance.....	p.2
Les anti-IVG s'invitent au salon des associations à Strasbourg.....	p.2
Les syndicats et l'extrême droite .....	p.3
Visite guidée des organisations membres du collectif Justice et Libertés .....	p. 4

### Organisations

#### membres du collectif

- AHQG
- Ass. La Lune
- CARDEK
- CATS
- CJACP

(collectif judéo-arabe  
et citoyen pour la paix)

- CLAPEST
- LCR
- Ligue des Droits  
de l'Homme

(section de Strasbourg)

- MFPP67
- Pas/Sages
- PS
- Ras l'Front
- SGEN-CFDT
- SNUEP-FSU
- SNUipp
- UNSA-Éducation
- Les Verts Alsace

### Suisse : la droite xénophobe donne le ton

*Le 26 septembre dernier 57% des électeurs suisses ont rejeté par référendum un projet du gouvernement qui prévoyait de faciliter la naturalisation des jeunes étrangers ayant été scolarisés au moins cinq ans au pays. 52% d'entre eux ont également dit non à l'octroi automatique de la nationalité suisse aux enfants d'immigrés nés en Suisse. Une victoire du oui aurait permis au gouvernement fédéral de naturaliser entre 7500 et 15000 personnes de plus chaque année. C'est la troisième fois en 21 ans que les Suisses rejettent un tel projet*

Tous les grands partis politiques du pays avaient appelé les électeurs à voter oui, à l'exception de la droite populiste et nationaliste qui a mené une intense campagne xénophobe. L'Union démocratique du centre (UDC) est devenue l'an dernier le premier parti de Suisse lors des élections législatives avec 27% des voix. Pendant la campagne du référendum, les affiches électorales de l'UDC montraient une caisse de passeports rouges à croix blanches, vers lesquels se tendaient des mains à la peau plus ou moins colorée, avec la mention "non aux naturalisations de masse". L'UDC a aussi diffusé des affiches montrant un passeport suisse avec la photo d'Oussama ben Laden. Un député UDC a fait publier dans la presse un encart demandant si "les musulmans seront bientôt en majorité en Suisse".

L'UDC de Christophe Blocher est une formation politique qu'on peut comparer au FPÖ autrichien ou encore à la "Lega" de Bossi en Italie. Ces formations sont ouvertes à des coopérations transrégionales et donnent dans leur propagande un poids important au discours économique libéral pour constituer leur base sociale au sein des couches moyennes et en s'appuyant sur des entrepreneurs dynamiques. On peut considérer que ces trois partis constituent un sous-ensemble alpin au sein de la famille des droites radicales européennes.

Blocher a été élu en décembre 2003 pour représenter

l'UDC au Conseil fédéral de la Suisse, gouvernement élu pour quatre ans. Il dirige le Département fédéral de justice et police depuis le 1er janvier 2004. Comme le FPÖ autrichien, l'UDC n'est pas un parti d'extrême droite classique. Fondé en 1971, il est le fruit de la fusion du parti des Paysans, Artisans et Indépendants (PAI) et des Partis démocratiques des cantons de Glaris et des Grisons. Ces mouvements défendaient essentiellement les intérêts corporatistes de couches qu'ils représentaient : paysans, artisans, bourgeois libéralo-conservateurs, employés et indépendants.

Leur fusion a permis d'élargir les bases de la nouvelle UDC qui en 1971 était le plus petit des quatre partis gouvernementaux. L'UDC compte aujourd'hui 80000 membres. La composante agraire y est devenue minoritaire.

La campagne agressive de l'UDC a marqué considérablement la vie politique suisse. De nombreuses manifestations contre les campagnes xénophobes de l'UDC ont été organisées depuis le référendum. Le paysage politique helvétique semble avoir pris un virage, marqué d'une part par le langage extrêmement agressif de l'UDC en rupture avec la "correction politique suisse", et d'autre part par les mobilisations antiracistes dont on espère qu'elles permettront d'isoler cette formation qu'on peut aujourd'hui, malgré son appellation, classer à l'extrême droite.

LF



Contact

[justiceetlibertes@voila.fr](mailto:justiceetlibertes@voila.fr)

## L'extrême droite aux élections sénatoriales

Dans le Bas-Rhin comme dans le Haut-Rhin, les deux principales composantes de l'extrême droite alsacienne avaient chacune leur liste.

Dans le 67, la liste du FN était conduite par les conseillers régionaux Christian Cotelle, Marylène Heitz, Xavier Codderens et Nathalie Tomasié. Christian Hager, conseiller municipal à Obernai figurait en dernière position.

Robert Soieler était l'inévitable tête de liste d'Alsace d'Abord. Composée essentiellement d'anciens conseillers régionaux, la liste comportait également deux actuels conseillers municipaux : Raoul Chombeau de Boofzheim et Alain Voelckel élu à Bischwiller.

Les résultats montrent que les deux listes d'extrême droite ont recueilli bien plus de suffrages qu'il n'y a de grands électeurs encartés au FN ou à Alsace d'Abord. Le FN a obtenu 41 voix soit 1,63% des suffrages, AA 20 voix, 0,79%.

Il est à noter que le MNR a présenté sa propre liste conduite par Nicole Schwaller et qui a recueilli... deux voix.

Dans le Haut-Rhin, l'extrême droite a fait des scores un peu plus modestes : 21 voix (1,17%) pour la liste FN conduite par Patrick Binder et 13 voix (0,72%) pour Christian Chaton d'Alsace d'Abord.

LF

## Patrick Binder condamné en première instance

Le conseiller régional frontiste avait été condamné à une forte amende par le tribunal correctionnel de Mulhouse pour provocation à la haine raciale et à la diffamation raciale. Cette condamnation en première instance fait suite à une plainte du MRAP et de la LICRA contre la publication dans "le petit Mulhousien" de propos du genre "Sarrasins", "Mulhouse transformé en souk" et autres expressions haineuses, dignes d'un torchon d'extrême droite.

Estimant que ses propos ne sont en rien diffamatoires et "fruits d'un long travail de recherche" sur la délinquance, le conseiller régional a fait appel du jugement. La cour d'appel de Colmar fera connaître sa décision le 9 novembre.

Affaire à suivre.

LF

## Menaces intégristes

Sylvain Garrel est conseiller municipal (Verts) à Paris. Il est intervenu à plusieurs reprises, en tant qu'élu, contre l'occupation de St-Nicolas du Chardonnet par les catholiques intégristes. Depuis, les menaces à son encontre n'ont pas cessé. La dernière en date est particulièrement gratinée. Elle émane de Xavier Giroud qui l'avait déjà menacé de mort par maladie via ses prières :

*«Monsieur le conseiller municipal,*

*Vous le voyez... qui se frotte aux Chardonnet s'y pique !!! ON NE SE MOQUE PAS DE DIEU. Vous avez dû apprendre la mort dans un accident de voiture au Bénin en Afrique de votre acolyte Romain Binazon\* âgé seulement de 40 ans.*

*Ce monsieur était venu avec vous et des «sans papiers» pour essayer de reprendre la paroisse St Nicolas du Chardonnet aux catholiques intégristes dont je suis un des membres.*

*Ne recommencez jamais ce que vous avez tenté de faire (avec monsieur BINAZON) contre les catholiques de St Nicolas... Sinon c'est vous qui y passerez... car le rosaire est très puissant et Notre Dame de Fontenelle (???) est plus dangereuse pour ses ennemis que la plus terrifiante des armées rangées en bataille.*

*Tenez-le vous pour dit : X. Giroud*

\* Romain Binazon, décédé il y a peu de temps dans un accident de voiture au Bénin à l'âge de 38 ans, fut l'un des plus infatigables porte parole de la coordination des sans papiers.

## Les anti-IVG s'invitent au salon des associations à Strasbourg

Au stand de l'AFC (association familiale catholique) dont la section bas-rhinoise a pignon sur rue au 7, rue Sédillot, on pouvait trouver une drôle de littérature. Dans un bulletin à en-tête de la section bas-rhinoise on pouvait lire :

- une apologie du film "la passion du Christ" de Mel Gibson, "condamné par "nos pharisiens chrétiens et nos ennemis habituels". Ce film a effectivement été très critiqué, voire considéré comme antisémite,
- un éloge de Daniel Rivaud "notre grand ami et défenseur de la vie". Daniel Rivaud anime le CPDH, Comité protestant évangélique pour la dignité humaine, basé à Vendenheim. Il a multiplié récemment les communiqués de presse pour dénoncer le mariage homosexuel de Bègles et il est surtout connu pour son activisme anti-IVG. Il a commis un livre où il dénonce l'avortement comme "le plus grand

génocide légalisé de tous les temps",  
-une dénonciation d'une exposition "blasphématoire" de Journiac au MACS : "nos frères chrétiens des pays musulmans sont déjà habitués à la persécution physique ou morale... préparons nous"

- une présentation de l'association "d'aide à la mère et à la famille", créée il y a trois ans à l'initiative de "laissez les vivre – SOS futures mères". Son contact local est Chantal Spieler.

La présence de militants proche d'Alsace d'Abord au stand de l'UFC explique peut-être cette littérature pas très catholique. La présence de militants proche d'Alsace d'Abord au stand de l'UFC explique peut-être cette littérature pas très catholique qui a finalement été retirée grâce à la vigilance de participants au salon et d'une élue municipale de l'opposition.

LF



# Vigilance Info

---

## Les syndicats et l'extrême droite

*Evoquant l'histoire, dans un livre intitulé «50 ans de syndicalisme», la FEN (Fédération de l'Education Nationale) écrivait : «De nombreux militants syndicalistes s'engageront dans la résistance, seront déportés et mourront dans les camps.» C'est dire le fossé qui sépare les syndicalistes de l'extrême droite fasciste. Après avoir accédé au pouvoir en France, suite à la défaite de l'armée française en 1940, les Vichystes ont sauvagement réprimé les partis politiques démocratiques, les associations de défense des intérêts des citoyens et les syndicats, défenseurs des intérêts des ouvriers et des salariés.*

60 ans après la fin de la deuxième guerre mondiale, l'extrême droite représente encore une menace sérieuse pour la démocratie et les organisations démocratiques dont font partie les syndicats. L'extrême droite propage la haine de l'autre, le racisme, l'intolérance et le conservatisme de la pire espèce. Elle ne cache pas son admiration pour la haute finance et sa haine des syndicats.

Conscients de ce danger, nous savons que la lutte contre l'extrême droite fait partie intégrante des combats quotidiens des syndicalistes. Leur existence même en dépend.

Dans un texte adopté par le Bureau Régional du 03.02.04, la CFDT précise : «Notre positionnement est fondé sur nos valeurs essentielles que sont la démocratie, la liberté et la tolérance. C'est en leur nom que nous affrontons et combattons depuis toujours l'idéologie de la haine et du rejet véhiculée par l'extrême droite.» Ou encore : «La CFDT Alsace appelle à combattre dans les entreprises et dans les urnes les thèses haineuses de l'extrême droite.»

A Orange, ville gérée par Bompard, le frontiste, les organisations syndicales sont indésirables. Elles ont été expulsées de leur locaux. Toutes les subventions municipales ont été supprimées dès la première élection du maire Front national. Les réunions et assemblées générales se tiennent sur des terrains privés ou à l'extérieur, dans d'autres communes. Il en est de même pour les permanences des syndicats : la CFDT tient la sienne à l'Union départementale d'Avignon, la CGT à Bollène.

Dans un cahier aux membres du CCN, la CGT écrit : «Le Front national est le parti de la démagogie. Il mise sur la peur et nourrit la haine. Il manipule l'opinion des citoyens, notamment de ceux qui vivent au jour le jour des difficultés matérielles, des humiliations, et l'angoisse pour l'avenir. (...) le Front national veut la déréglementation, la réduction des dépenses publiques et sociales, l'exonération des cotisations sociales pour les patrons. Il préconise la hausse de la TVA, la suppression de l'impôt sur le revenu et des prélèvements sur les plus-values boursières, la baisse de l'impôt sur les sociétés : un cocktail particulièrement inégalitaire favorisant les plus riches en faisant payer les plus pauvres.»

Sans attendre leur «Révolution nationale», les élus frontistes appliquent leurs thèses ségrégationnistes : en juin 1995, la ville de Marignane tombe aux mains du Front national. Dès la rentrée suivante, la municipalité décide d'accepter à la cantine uniquement les enfants dont les deux parents travaillent. Le rôle socialisant des restaurants scolaires est complètement mis de côté. Sans oublier l'effet grave de cette mesure pour les familles les plus pauvres, privées d'un service essentiel.

En 1995, à la bibliothèque d'Orange, après sa première élection, le maire fait le ménage. Il se substitue aux prérogatives des conservateurs de bibliothèques, passe les commandes directement, indique les rayons sur lesquels les ouvrages doivent prendre place. Les ouvrages sont pratiquement tous écrits par des responsables du Front national. Ceux rédigés par des auteurs de gauche ou supposés tels, ceux traitant de thèmes comme la Seconde Guerre mondiale, le rap, le racisme sont rayés des listes établies par les gestionnaires des bibliothèques. (*Connaître et combattre l'extrême droite - Dossier SE-UNSA*).

Face à la plaie d'extrême droite dans notre société, l'UNSA «fait de la lutte contre l'extrême droite un des fondements de son identité syndicale.»

Réunis au sein du collectif «Justice et Libertés», les syndicats, comme toutes les autres organisations démocratiques et antifascistes, sont conscients qu'ils se trouvent face à un combat qu'il faut gagner. Il n'y a pas d'autre choix!

AR



## Visite guidée

### des organisations membres du collectif Justice et Libertés

A partir de ce numéro, nous mettons quelques colonnes de notre bulletin à la disposition des organisations membres du collectif «Justice et Libertés» pour qu'elles présentent différentes facettes de leurs activités, au service de l'entente sociale. L'association **Pas/sages**, aura l'honneur d'inaugurer cette rubrique que nous avons intitulée «visite guidée»

**Le compte rendu de l'assemblée générale du 24 mai 2004 de Pas/sages a fait le bilan de quatre axes importants de l'association. «Justice et Libertés» vous expose le quatrième axe : Le contrat-ville**

Celui-ci a été initié par l'association Pas/sages en partenariat avec l'Education Nationale, la Mairie de Bischheim et les représentants des cultes catholiques, musulman, protestant et israélite (...).

Pourquoi avoir initié une rencontre avec des représentants de religion ? Il y a des raisons précises à l'origine : le plasticage d'un oratoire juif nous a interpellé en tant que citoyens laïques de Bischheim et est à l'origine de notre démarche. Nous avons constaté une dégradation des relations sociales mettant en péril la cohésion sociale, source de conflits et de racisme, alimentée par des groupuscules extrémistes. Il nous a paru important de réagir et de trouver des passerelles entre des personnes de religion et de culture différentes pour mieux vivre ensemble : reconnaître nos différences, croyants, non-croyants pour parvenir à plus de respect. C'est cette idée qui a retenue par ce groupe original composé de représentants des cultes et de l'association qui se voit depuis déjà trois ans : l'idée du respect. Nous avons voulu ensemble intervenir auprès de tous les élèves de CM2 pour les sensibiliser à la découverte de l'autre. L'association Pas/sages est porteuse du projet.

L'inspecteur de Strasbourg VI, Monsieur Rollet nous a soutenus et a parlé aux enseignants de ce projet, le Maire était un des partenaires en tant que représentant de la loi, Madame Nadine Dornert, bibliothécaire à la cour des Boecklin a animé des ateliers sur la tolérance et fait intervenir un mosaïste. Nous avons contacté des artistes ; le théâtre du Potimarron intervient à l'école des Prunelliers (3 classes de CM2) avec Jacqueline Martin et Jean-Michel Siccard, la plasticienne Sybille Knapp quant à elle, va à l'école At Home (1 classe), l'école République (2 classes) et l'école Saint Laurent (1 classe). Les enseignants étaient d'accord pour se lancer dans l'aventure. Les parents n'ont pas fait d'opposition.

Dans un premier temps, de septembre à décembre, il y a eu une phase de sensibilisation. En fait, cela a démarré par l'intervention de l'association. Nous sommes allés dans les classes et avons interrogé les élèves sur ce qu'est une association, à quoi sert-elle, nous nous sommes présentés et avons parlé ce que nous défendons. Vivre ensemble : qu'est-ce que cela représente pour les élèves ? Qu'est-ce qui est tolérable, intolérable ?

Ensuite les élèves sont allés dans les différents lieux de culte et ont aussi visité la mairie et rencontré le maire. Les visites étaient préparées en classe (aspect historique, identification des personnes, des lieux...). C'est pourquoi l'accord et l'investissement des enseignants étaient importants.

Puis une partie plus ludique et plus pointue est développée par les artistes. Le théâtre-forum met en scène une situation de la vie courante qui a posé problème et demande aux spectateurs de trouver une autre solution plus acceptable. La plasticienne aide à la réalisation de carnet de bord pour garder une trace de ce qui a été vu, entendu, interrogé... Le mosaïste aide à la confection d'une mosaïque regroupant les objets apportés par les enfants.

Le 15 juin, pendant l'après-midi, les 7 classes vont présenter leur travail et participer à un goûter en compagnie des différents partenaires du projet.

Ce contrat-ville a été financé par l'Etat, la ville de Bischheim et par l'association car la fondation Air-France sollicitée pour la troisième partie du financement n'a pas donné suite.

Ce fut un travail enthousiasmant, riche en rebondissement. Espérons qu'il permettra une conscience collective plus tolérante chez nos élèves.

## Rendez-vous

► le 3 novembre à 20h  
au CARDEK, place des Orphelins,  
AG de Justice et Libertés  
Débat thématique :  
l'extrême droite en Europe

► le 7 novembre à 11h  
place de la Gare à Strasbourg  
Manifestation «Vivre ensemble  
libres, égaux et solidaires

► le 9 et 10 novembre  
au CLAPEST, formation sur la  
place de l'Islam en France.  
renseignements et inscriptions  
au CLAPEST : 03 88 35 72 44  
ou visiter le site  
<http://www.clapest.org>

## Demande d'adhésion

à renvoyer par courrier à Justice&Libertés c/o UNSA Education  
Maison des Syndicats - 1 rue Sédillot - 67000 Strasbourg

nom ..... prénom.....

ou organisation .....

adresse .....

courriel .....

je souhaite adhérer au Collectif (cotisation annuelle 20€)

Vous pouvez également nous faire parvenir votre demande d'adhésion par mail en précisant les informations ci-dessus dans votre message à l'adresse

[justiceetlibertes@voila.fr](mailto:justiceetlibertes@voila.fr)

Vigilance Info est le nouveau nom du bulletin de Justice&Libertés

Le comité de rédaction est formé par le collectif

Le sommaire de chaque numéro adopté aux AG

Vous pouvez envoyer vos contributions à [justiceetlibertes@voila.fr](mailto:justiceetlibertes@voila.fr)

Les articles signés n'engagent que leurs auteurs